

1 juin 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI PHILIPPE ORFALI porfali@ledroit.com

« C'est aux francophones de se mobiliser » et d'offrir des services en français

Alors que Queen's Park s'apprête à revoir d'un bout à l'autre la façon dont sont offerts les services gouvernementaux, le Commissaire aux services en français de la province lance un pavé dans la mare : la communauté franco-ontarienne doit se mobiliser afin d'obtenir des services de qualité. Quitte à les offrir au nom du gouvernement.



ARCHIVES, LeDroit

Le commissaire aux services en français de l'Ontario, François Boileau.

Rendu public hier, le quatrième rapport annuel du commissaire François Boileau diffère des précédents. La première recommandation ne s'adresse pas à la ministre déléguée aux Affaires francophones Madeleine Meilleur, comme c'est généralement le cas, mais directement à la population franco-ontarienne.

« Je voulais surprendre, explique le commissaire. En espérant que le message passe. »

Le message : la réforme des services gouvernementaux, annoncée au dernier budget et actuellement à l'étude par la Commission de réforme du secteur parapublic de l'Ontario, pourrait conduire des ministères à confier certaines responsabilités à d'autres entités. Un modèle qui ne s'est pas toujours soldé par des résultats positifs pour les Franco-ontariens.

C'est donc à la communauté francophone, à son milieu associatif notamment, de se mobiliser, afin d'offrir certains services au nom de la province, dans le but d'éviter d'autres dérapages dans la prestation de services en français, croit le commissaire. Le modèle existe déjà. Ainsi, l'ACFO des Mille-Îles a ouvert pour le compte du gouvernement un service d'aide à la recherche d'emploi, créant par le fait même un milieu de travail francophone pour ses propres employés.

« La communauté doit avoir son mot à dire, dit-il. Elle doit suggérer des façons d'offrir des services innovateurs et en bénéficier. » Le gouvernement doit aussi se montrer réceptif et briser la culture de vase clos qui y règne, ajoute Me Boileau.

Sur les 381 plaintes reçues en 2010-2011, 328 ont fait l'objet d'une enquête. Le nombre de plaintes est en hausse constante depuis la création du commissariat, en 2007.

Trois des 13 recommandations faites lors de rapports précédents sont demeurées lettres mortes, notamment celles, cruciales selon Me Boileau, de revoir le rôle de l'Office des affaires francophones et des coordonnateurs des services en français.

Éducation et enfance

Les autres recommandations du commissaire sont plus spécifiques. En éducation, notamment, Me Boileau demande que la province facilite l'achat d'édifices pour accueillir de nouvelles écoles francophones à Toronto, et que des programmes d'éducation équivalents à ceux en anglais soit offerts aux adolescents francophones ayant des troubles de comportement.

L'impact des services en français sur la vie de la minorité est bien réel, rappellent certaines plaintes. Comme celle, déchirante, de cette mère qui ne peut voir son enfant que sous surveillance, à qui on interdit de parler en français lors des visites, car aucun employé du centre de visites surveillées ne comprend cette langue. « Les visites entre la mère et sa fillette ont été réduites à une pantomime ponctuée de caresses et de quelques 'maman' et 'je t'aime', seuls mots en français autorisés. »

Électricité et environnement



À la suite notamment de reportages parus dans LeDroit, qui révélèrent la distribution de dépliants unilingues aux 5 millions de foyers de la province, le commissaire recommande de modifier la Loi sur l'électricité pour que l'Office de l'électricité, Hydro One et l'Ontario Power Generation soient assujettis à la Loi sur les services en français. Le commissaire insiste pour que le ministère de l'Environnement fasse de même dans sa gestion des programmes de réduction des déchets.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

1 juin 2011 | Le Droit | MARTINMARTINCOMTOIS COMTOIS

Un saut payant pour un trampoliniste d'Ottawa

mcomtois@mcomtois@ledroit.ledroit.com com

Se taper une heure et demie en autobus, trois fois par semaine, afin de s'entraîner dans une palestre de Gatineau aura rapporté gros pour un athlète d'Ottawa.



ÉTIENNE RANGER, LeDroit

Alexi Desmarais a remporté le titre de vice-champion canadien en trampoline, le week-end dernier, à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard. Il a récolté le deuxième pointage le plus élevé en finale chez les novices.

Une performance qui lui ouvre maintenant toutes grandes les portes en vue des championnats du monde par groupe d'âge qui auront lieu à l'automne en Angleterre. Les quatre meilleurs trampolinistes au pays dans sa catégorie seront sélectionnés.

Desmarais fait partie des favoris. « Je vais savoir en juillet si j'y vais ou pas », racontait l'ado âgé de 15 ans, qui profitait hier soir d'un congé d'entraînement bien mérité.

Desmarais n'avait pas lésiné sur sa préparation. Le porte-couleurs des Gymélites a sauté plus d'une centaine de fois en mai à la nouvelle palestre du centre sportif de Gatineau.

Le matin, il se rendait à ses cours à l'école secondaire LouisRiel en sol ontarien. Puis sur l'heure du dîner, il mettait le cap vers la rive outaouaise. Cinq autres athlètes l'imitaient.

« J'ai pratiqué mes deux routines de 40 à 50 fois chacune dans le dernier mois », expliquait-il au bout du fil.

À 5' 5", Desmarais était un des plus petits compétiteurs en lice. « Il n'est pas grand, mais il est capable de sauter », faisait remarquer son entraîneur Yann Prigent.

Ce dernier s'y connaît en trampoline. Il était un des instructeurs de l'équipe canadienne aux Jeux olympiques à Pékin, il y a trois ans. On lui avait confié la préparation de l'escouade des réservistes.

Selon lui, le nom d'Alexi Desmarais risque de revenir souvent dans l'actualité sportive locale dans les prochaines années. Il a rappelé que son protégé avait déjà gagné la Coupe Canada à l'été 2010.

« Alexi possède une bonne force musculaire. Ça lui permet d'effectuer plus de mouvements difficiles que d'autres. Ça lui permet aussi d'avoir une bonne propulsion. »

Desmarais tentera de défendre son titre de la Coupe Canada, le mois prochain, en Alberta.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

1 juin 2011 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

L'AFO heureuse d'être vue en « partenaire stratégique »

Le milieu franco-ontarien a accueilli avec enthousiasme mais prudence les recommandations du commissaire aux services en français, hier.

L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), notamment, accueille favorablement la première recommandation du commissaire, qui encourage la communauté à fournir elle-même certains services au nom du gouvernement. « C'est rafraîchissant, assure la directrice générale Linda Lauzon. Ça ferait de la communauté un partenaire stratégique du gouvernement et ça cadrerait avec l'une de nos priorités, soit accroître progressivement l'espace francophone. »

Mme Lauzon cite en exemple le centre de services communautaires de Vanier, qui offre des services dans les deux langues mais qui demeure un milieu de travail francophone. « Ce modèle fonctionne et a l'avantage de créer un milieu francophone. On peut l'appliquer ailleurs », assure-t-elle. Elle souligne néanmoins que le gouvernement devra assurer un financement adéquat des fournisseurs de services.

Linda Cardinal, titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques de l'Université d'Ottawa, est plus nuancée. Le commissaire souhaite mobiliser les troupes en lançant un appel à tous, dit-elle, « mais il s'y est peut-être pris de façon un peu maladroite. » « À l'époque du gouvernement de Mike Harris, en justice notamment, le coordonnateur de services en français avait démontré que privatiser les services en français, c'était impossible. À bien des égards, ça l'est encore. » Dans certains domaines, comme la violence faite aux femmes ou la petite enfance, la communauté pourrait effectivement jouer un rôle. Mais elle note que le rôle premier des organismes comme l'AFO ou l'ACFO est de militer pour l'avancement des Franco-ontariens, pas de pallier les lacunes de l'État dans l'offre de services.

De son côté, la porte-parole du NPD de l'Ontario en matière d'Affaires francophones, France Gélinas, voit dans cette première recommandation « un cri d'alarme ». « Chaque fois que la province délègue à un tiers les services, cela s'est soldé par une exclusion de la Loi sur les services en français. Cette recommandation est intéressante mais ce n'est pas aux Francos de porter le fardeau. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

1 juin 2011 | Le Droit

CJFO, la radio la plus francophone en Ontario

On lisait dans du 28 mai un article intitulé « Inquiétudes et critiques » dans lequel la directrice générale de l'APCM, Mme Bernardin, faisait part de ses critiques à l'égard de la programmation musicale de CJFO-FM 94,5. Malheureusement, le journaliste n'a pas choisi de donner tous les faits concernant la politique musicale de notre station communautaire. Il a longuement interviewé le directeur général, Rémy Paquette et moi-même, à titre de président du conseil d'administration. Tous les renseignements ont été fournis. Le journaliste a pu poser des questions d'éclaircissement. Cependant, celui-ci n'a pas cru bon d'en informer les lecteurs. C'est malheureux.

CJFO se doit donc d'informer directement les lecteurs. Notre obligation est de servir tous les francophones, indépendamment de leur âge, de leur origine ethnique ou de leur formation académique. Nous devons veiller à bien répondre aux aspirations et aux goûts de chacun. Dans le monde des communications d'aujourd'hui où presque tous les médias sont spécialisés, nous devons relever de nombreuses tâches et défis.

La programmation musicale a fait l'objet de longues discussions entre la direction générale et le conseil d'administration. Dès la mise en ondes, CJFO a toujours respecté ses engagements envers la communauté et les exigences de sa licence du CRTC. Lors des premières semaines, naturellement, la discothèque était limitée. Conséquemment, deux décisions importantes ont été prises : établir une discothèque répondant aux besoins de l'auditoire et développer une politique musicale répondant aux aspirations des auditeurs ainsi qu'au mandat de la radio.

La politique (disponible sur le site de CJFO-FM. com) accorde une priorité de diffusion à la musique francophone dans l'ordre suivant : musique franco-ontarienne, musique de la francophonie canadienne, musique québécoise, musique de la francophonie mondiale. Ensuite vient la musique instrumentale. Au bas de la liste, un maximum de 8 % de la programmation musicale est autorisée en langue anglaise. Puis toute autre musique dans toute autre langue. Notre licence du CRTC nous autorise à diffuser un peu plus de 20 % de musique anglophone. Le conseil d'administration a refusé d'adopter cette approche. Ainsi, notre politique musicale est la plus restrictive quant à l'offre de musique anglophone de toutes les 27 stations de radios communautaires membre de l'Association des radios communautaires du Canada (ARC). Et, pour s'assurer de la sagesse de notre décision, la politique stipule que nous devons consulter notre auditoire à tous les six mois suivant son adoption. CJFO est donc un chef de file, et un exemple à suivre en la matière.

À l'heure actuelle, aucune station d'ici ou d'ailleurs ne diffuse autant de musique créée par nos artistes franco-ontariens, et ceux de la francophonie d'ailleurs au pays.

Bref, notre politique se situe dans un juste milieu, entre ce que propose le CRTC et ce que serait un modèle utopique d'exclusivité musicale francophone. Pour une radio qui démarre, nous croyons que cette position est la plus raisonnable et la plus prudente à adopter. Bien sûr, tout évolue et bien du travail reste à faire. À cet égard, CJFO est ouverte à la réflexion. Mais si nous voulons assurer la pérennité de cette radio, notre collectivité franco-ontarienne se doit d'être solidaire et surtout participative.

Lucien Bradet Président du conseil d'administration

CJFO 94,5 Réponse du journaliste Monsieur, Je vous remercie de votre lettre. Contrairement à vos affirmations, LeDroit n'a pas tenté de favoriser une version des faits plus qu'une autre dans le cadre de son reportage sur les débuts de CJFO. Nous avons tenu, comme le requiert tout travail journalistique, à présenter la réalité avec équité, équilibre et impartialité, sans omettre des faits empêchant le lecteur de bien comprendre les enjeux entourant le CJFO-FM 94,5.

Philippe Orfali Journaliste,

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Publié le mardi 31 mai 2011

Le Commissaire Boileau presse les franco-ontariens d'exiger des services dans leur langue

Kristina Brazeau

OTTAWA – Le Commissaire aux services en français de l'Ontario, François Boileau, presse la communauté franco-ontarienne, dans son 4e Rapport annuel dévoilé le 31 mai, d'exiger des services dans leur langue en participant au processus de réforme de la prestation des services gouvernementaux proposée par le gouvernement de l'Ontario lors de son dernier budget.

Cette recommandation est la première du Commissaire dans son rapport intitulé Rapport annuel 2010-2011 : Un engagement partagé.

Le gouvernement de l'Ontario mettra sur pied une Commission de réforme du secteur parapublic et le Commissaire Boileau croit qu'il est temps pour les francophones d'exiger des services dans leur langue.



François Boileau.

« Le temps est venu pour la communauté franco-ontarienne de se pencher sérieusement sur les meilleures façons d'obtenir des services de qualité », indique M. Boileau dans son rapport.

À l'exemple d'organismes comme l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) des Mille-Îles qui a offert des services d'employabilité pour le compte du gouvernement et obtenu la désignation sous la Loi sur les services en français, le Commissaire souhaite que la communauté franco-ontarienne propose d'offrir des services au nom du gouvernement.

La directrice générale intérimaire de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario, Linda Lauzon croit que la communauté franco-ontarienne peut effectivement contribuer à l'offre de services mais pas sans l'obtention de ressources.

« Le Commissaire voit la communauté francophone comme un partenaire stratégique et c'est très bon dans un contexte minoritaire de se doter de partenaires qui peuvent faire avancer les dossiers. Le Commissaire souhaite que la communauté se responsabilise quant aux services en français. C'est tr

bien mais il faudra que des ressources soient mises à la disposition des organismes francophones par le gouvernement pour qu'ils puissent y arriver », croit-elle.

« Il y a des excellents modèles qui existent comme avec l'ACFO des Mille-Îles. C'est certain que nous allons appuyer cette proposition », ajoute Mme Lauzon.

La deuxième recommandation du Commissaire porte sur l'accès à des programmes en français pour les adolescents de Toronto. Le Commissaire Boileau recommande au ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse de prendre les mesures afin d'assurer la disponibilité de programmes éducatifs en établissements de jour pour les francophones de 13 à 18 ans à Toronto d'ici la rentrée 2011.

Il recommande également au gouvernement de s'assurer que des programmes en français pour les adolescents ayant des troubles de comportement soient offerts.

La troisième recommandation porte sur l'intérêt des Franco-ontariens sur l'environnement et d'obtenir de la documentation en français. Le Commissaire recommande au ministère de l'Environnement de fournir de l'information en français afin que les francophones puissent participer pleinement aux programmes de réduction, de réutilisation et de recyclage des déchets.

Dans la quatrième et dernière recommandation, le Commissaire somme le ministère de l'Énergie de modifier la Loi sur l'électricité pour que l'Office de l'électricité de l'Ontario soit assujéti à la Loi sur les services en français pour ce qui est des publications destinées au grand public. Le Commissaire Boileau recommande aussi que toute entité actuelle ou future créée aux termes de la Loi sur l'électricité y compris Hydro One et l'Ontario Power Generation y soit également assujéti.

Le Commissariat aux services en français a reçu 381 plaintes en 2010-2011, qui représente une augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente. 50 % de ces plaintes dont certaines ont été reportées des années précédentes, ont été réglées. Plus de la moitié de ces plaintes portent sur le ministère de la Santé et des Soins de longue durée, le ministère du Procureur général, le ministère des Services gouvernementaux et le ministère de l'Éducation. 80 % des plaintes visent les régions du Centre et de l'Est de l'Ontario.

Un chapitre du Rapport annuel 2010-2011 porte également sur la mise en œuvre des 13 recommandations formulées par le Commissaire au cours des trois dernières années. Dix recommandations ont été mises en œuvre ou partiellement mises en œuvre par le gouvernement. Les trois autres n'ont pas été appliquées.

 [Réagissez à cet article](#)

 [Télécharger l'image](#)

Lire autres articles : [Francopresse - Site d'actualité francophone - Canada](#)
[Association de la presse francophone](#)

1 juin 2011 | Le Droit

Le pont politique et économique

aidé Robert Bourassa par rapport à la ratification de l'Accord du lac Meech. Enfin, depuis quelques années, Dalton McGuinty s'est avéré un allié discret mais ô combien efficace du Québec !



PATRICK WOODBURY, Archives LeDroit

Le déménagement du Musée des sciences et de la technologie sur les terrains de la papetière E.B. Eddy/Domtar pourrait servir de pont symbolique entre le Québec et l'Ontario

Aujourd'hui, les deux provinces comptent ensemble près de 21 millions de résidents, c'est-à-dire environ les deux tiers de la population canadienne. Elles génèrent à elles seules 58 % du produit intérieur brut et plus de 55 % des exportations interprovinciales. Elles forment la quatrième zone économique en importance en Amérique du Nord, après New York, la Californie et le Texas.

Inutile de dire que les provinces de Québec et de l'Ontario, lorsqu'elles sont réunies, présentent un formidable potentiel. Voilà pourquoi il est important de consolider, voire d'accroître les échanges et relations entre ces deux provinces.

C'est dans cet esprit que, le 1er octobre 2009, est entré en vigueur l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario, lequel s'inspirait de l'accord de libre-échange existant entre la Colombie-Britannique et l'Alberta. L'accord d'octobre 2009 est encore trop peu connu. Il a pour objectif d'augmenter la croissance économique du Québec et de l'Ontario en appuyant le développement d'un corridor de commerce entre les deux provinces et en facilitant la circulation efficace des biens et des personnes sur tout le corridor. Cela est tout particulièrement bénéfique pour l'Outaouais québécois et l'Est ontarien.

Du reste, trois réunions conjointes des conseils des ministres du Québec et de l'Ontario ont été tenues depuis le 2 juin 2008, la dernière ayant eu lieu en juin 2010.

Enfin, un premier Forum économique Ontario-Québec a eu lieu le 28 février dernier à Toronto. Plus de 150 dirigeants d'entreprises, d'établissements d'enseignement postsecondaire et d'organismes sans but lucratif ont participé à cet événement. On y a entre autres discuté des lacunes à combler dans chacune des deux provinces en matière de productivité, d'incitatifs pour que les petites et moyennes entreprises fassent un meilleur usage des nouvelles technologies, d'investissements dans l'éducation pour favoriser le talent, et du développement d'un corridor des sciences de la vie entre l'Ontario et le Québec.

Au fil des ans, et au-delà de la relation d'amitié qu'ont entretenue certains de nos premiers ministres, ce sont une multitude d'ententes et de partenariats qui ont été conclus entre le Québec et l'Ontario. Ceux-ci consacrent une certaine forme de réciprocité entre les deux provinces, énoncent les priorités et objectifs auxquels ces dernières entendent conjointement s'attaquer, et permettent d'améliorer l'efficacité des services offerts aux populations visées, de mettre en commun des pratiques exemplaires ainsi que d'uniformiser les normes applicables aux secteurs concernés.

Il ne faudrait toutefois pas croire que la relation entre le Québec et l'Ontario a toujours été au beau fixe. Au contraire, elle a souvent été cahoteuse, sinon effacée. À titre d'événements qui ont passablement refroidi la relation entre les deux provinces, mentionnons notamment les suivants : l'épisode du règlement XVII, qui prévoyait l'abolition des écoles de langue française de l'Ontario, la Loi de 1999 portant que la justice n'est pas à sens unique, une loi de l'Ontario qui restreignait significativement la mobilité de la main-d'oeuvre québécoise dans l'industrie ontarienne de la construction, et la saga reliée à la tentative de fermeture de l'hôpital Montfort. Comme nous le constatons, la relation entre le Québec et l'Ontario a connu des hauts et des bas, mais elle semble ragaillardie depuis quelques années. Cela est tant mieux car, ensemble, ces deux provinces peuvent faire beaucoup, comme elles l'ont démontré à certains moments par le passé. Espérons que les liens entre ces deux voisins de longue date aillent en s'amplifiant, et cela, au-delà même de l'élection ontarienne du 6 octobre prochain.

D'ailleurs, s'il est un projet précis qui pourrait servir de pont symbolique entre le Québec et l'Ontario, c'est bien celui visant le déménagement du Musée des sciences et de la technologie sur les terrains de la papetière E.B. Eddy/Domtar, qui a fermé ses portes en 2007. En effet, figurez-vous que ces vastes terrains sont situés à peu près pour moitié au Québec et pour moitié en Ontario. Qu'attend-on alors pour mettre fin aux guerres stériles entre les deux rives de l'Outaouais dans ce dossier ?

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

MARIO BOULIANNE mboulianne@ledroit.com

À SURVEILLER: Spectacle de La Chanterelle à l'église St-Jean de Thurso, dimanche, à 15 h. Pour information: 819-985-0135.



Le rêve de ma vie

Le samedi 9 juillet, ne me cherchez pas. Je serai à Buckingham en fête. Non pas comme chroniqueur, ni même comme festivalier mais plutôt comme artiste.

Eh oui chers amis, je vais réaliser le rêve de ma vie en montant sur la scène principale d'un festival au même titre que les grands de la chanson.

Évidemment, je suis loin d'être la tête d'affiche mais tout de même. Avec mes potes du groupe PIVI et Les Malpris, je ferai la première partie du spectacle de

Martin Deschamps, tout comme Retrophonic (Ricky Laurent, Jean-François Chevrier et Martin Sabourin).

Vous vous doutez bien que j'aurai l'estomac à l'envers et un trac fou avant de monter sur scène, mais avec votre aide, je vais passer une des plus belles soirées de ma vie. Bien sûr, je vivrai cette soirée avec ma famille et mes meilleurs amis, ceux qui composent le groupe soit Pierre Vachon, Jean-Denis Bujold-Scott et Jean-François Girouard. Ces quatre lascars et moi allons vous en mettre plein les oreilles, c'est

promis. Pour le reste, je crois que Ricky et Martin vont bien s'occuper de vous avec du rock à fond la caisse.

Mais pour en revenir à ma présence sur la scène de cette 21^e édition du festival bucknois, c'est réellement la concrétisation d'un rêve, d'un très vieux rêve. Quand j'étais gamin, je rêvais évidemment de me retrouver dans l'uniforme du Canadien de Montréal mais j'avais aussi ce rêve caché de devenir une *rock star*. Et d'ailleurs, c'est ce rêve que je me souviens, j'ai ce rêve en tête.

En fait, tout ça a débuté à l'âge

de 2 ou 3 ans quand mes parents m'emmenaient voir des spectacles dans les hôtels du Saguenay. À cette époque, c'était l'âge d'or des groupes au Québec. Il y en avait des dizaines qui reprenaient, en français, les grands succès du *billboard* américain et britannique. Parmi ceux-là, on retrouvait les Bel Canto et le batteur, surnommé Moustique, était un ami de mes parents. Alors, c'est aux côtés de Moustique et des Bel Canto que j'ai fait mes premiers pas sur une scène. Je dansais et je chantais, selon les témoins de l'époque!

Ce temps est loin mais le samedi 9 juillet, si vous êtes sous le pont Brady et que vous voyez ce sourire sur mon visage, vous comprendrez que le bonhomme est en train de vivre son rêve.

Aux 4 Jéudis

Et si jamais vous voulez un petit aperçu de ce que nous ferons le 9 juillet, je vous invite à venir nous voir, demain à 17 h, sur la terrasse du 4 Jéudis où l'on animera le lancement de la programmation estivale de ce bistro de la rue Laval.

» EN BREF

DON DES BRAVES DU COIN



Photo de courtoisie

L'Association des Braves du coin a remis un barbecue et des bonbonnes d'une valeur totale de 1000 \$ au club de football les Vikings de Gatineau. Le barbecue servira à préparer la bouffe lors des matches locaux de ses trois formations (tyke, moustique et pee-wee) des Vikings au stade Mont-Bleu et ainsi financer les activités des équipes. Sur la photo, Maxim Sanscartier, Pascal Sanscartier, Jean-François Landry, Gawain Harding et Marc-André Clément.

L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL



Photo de courtoisie

C'est lors d'une soirée tenue dans le secteur Buckingham jeudi dernier, que la Table jeunesse Outaouais (TJO) a annoncé le nom des lauréats de la 4^e édition du Concours en entrepreneuriat social. Le projet Vers l'Avenir de l'école secondaire Louis-Joseph Papi-neau, la Foire Eco Expo du Pontiac et la course de boîtes à savon du Vieux-Gatineau ont été les grands lauréats de la soirée.

NOCTAMBLE RÉUSSI!

Le spectacle Noctambule, du Franc Maniac, a été bien accueilli par le public alors que près de 200 personnes ont assisté à l'événement qui se tenait samedi dernier, à la salle Jean-Després.

Ce spectacle est entièrement monté et présenté par des jeunes des maisons de jeunes de la région et il est l'aboutissement d'un long travail où les intervenants, les jeunes et aussi des professionnels comme les groupes Godalune et Dream Team ainsi que les productions Manu Cam ont collaboré.

Au terme de la soirée, le conseiller municipal Yvon Boucher a été honoré en recevant le prix Hommage 2011 pour la personnalité s'étant le plus engagé auprès de l'organisme Aadojeune.

LA FÊTE À LA BPO

La Bibliothèque publique d'Ottawa a franchi un pas de plus en lançant un projet pilote de fêtes d'anniversaire d'enfants, dès aujourd'hui.

Ce projet, qui prendra fin en mai 2012, fera de la BPO la première grande bibliothèque en Amérique du Nord à organiser des Fêtes d'anniversaire pour les enfants.

La BPO estime qu'il s'agit là d'un moyen novateur de maximiser les ressources de la Bibliothèque et d'une source éventuelle de recettes.

Trois succursales de la BPO, Ruth E. Dickinson, Orléans et Greenboro, ont été sélectionnées pour mener ce projet pilote.

Il sera donc possible de réserver une salle pour une fête d'anniversaire à des heures prédéterminées, et ce, pour une durée de deux heures et s'adressant exclusivement aux enfants de 4 à 8 ans.

Pour obtenir toute l'information dont les tarifs et les cadeaux remis aux enfants, consultez www.BiblioOttawaLibrary.ca ou appelez au 613-580-2940.

DES JEUNES ENGAGÉS

Cinq étudiants finissant du programme de comptabilité et de gestion du Cégep de l'Outaouais ont remis un chèque de plus de 2600 \$ à la Société canadienne du cancer.

L'argent a été recueilli lors d'un souper-spaghetti où une compétition de chefs était aussi en vedette. Les participants devaient voter pour la meilleure sauce à spaghetti. Au total, plus d'une centaine

de personnes ont participé à l'événement. De plus, un montant supplémentaire a été récolté grâce à la vente de 2000 barres de chocolat, par les membres de l'équipe.

Le groupe de jeunes est composé de Brian Dagenais, Sébastien Gaudreault, Patrick Descôteaux, Carl Bélisle-Bélanger et Mouloud Abel Wadjas.

JOUR DE CAMPS

Aujourd'hui, c'est le Jour de camps chez Tim Hortons.

Lors de votre passage à l'un de ces restaurants, toutes les recettes des ventes de café seront versées à la Fondation Tim Hortons pour les enfants.

À chaque année, plus de 14000 enfants peuvent profiter des six camps financés par la fondation, dont celui de Quyon en Outaouais. Depuis 1975, plus de 150000 jeunes sont allés à l'un des camps de la Fondation sans que ni eux ni leur famille n'aient eu à déboursier quoi que ce soit. Pour en savoir plus, visiter le www.lafthe.com.

FLEURS DE MACADAM

Dès 9 h, vendredi, des artistes amateurs et professionnels s'approprient le macadam des rues du Vieux-Aylmer.

Des centaines de participants s'affairent, crient en main, à parer l'asphalte de ses plus beaux atours et c'est le mélange des styles et des passions qui fait de Fleurs de macadam l'un des événements les plus originales de la saison estivale.

Les organisateurs proposent également un volet Poésie à ses participants.

Des prix et des bourses sont aussi proposés pour chacune des catégories, soit le dessin et la poésie.

En plus des 4500 participants attendus, les organisateurs de la 16^e édition ont invité cinq artistes qui se mettront à la tâche pour réaliser des œuvres inédites spécialement conçues pour Fleurs de macadam.

Ces artistes sont Richard Paquette, Claude Maurier, Rosalie G. Perreault, Gaétane Voyer et Gabrielle S. Castonguay.

Les Mosquitos, Bazook gumboots mettront un peu de musique dans cette journée alors que Jean-François G. Dallaire, un artiste graffiteur, réalisera une murale en direct.

C'est un rendez-vous, de 9 h à 18 h, au Parc commémoratif du secteur d'Aylmer.

1 juin 2011 | Le Droit | PIERRE DUFAULT

Des portes ouvertes sur le passé

fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT

Le maire Jim Watson invite les résidents et les visiteurs à ouvrir une porte sur le passé, à l'occasion de la 10e édition de l'événement Portes ouvertes Ottawa, le week-end prochain.

Parmi la centaine d'édifices qui ouvriront leurs portes, on retrouve l'ambassade des États-Unis, l'édifice des Canadian Space Services et le Diefenbunker à Carp, l'édifice de la Cour suprême du Canada, Rideau Hall, les églises catholiques Saint-François-d'Assise et Saint-Joseph d'Orléans, de même que le moulin Watson à Manotick.

« La préservation des édifices historiques crée un lien avec le passé et nous fait ressentir ce qu'était la vie au temps de nos ancêtres. Nous pouvons apprendre beaucoup sur l'histoire d'Ottawa », a déclaré M. Watson lors du lancement officiel de l'édition 2011 de Portes ouvertes Ottawa, hier, à Rideau Hall.

Depuis 2002, Portes ouvertes Ottawa se targue d'avoir attiré près de 500 000 visiteurs et de répondre à leur envie de connaître des édifices de tous genres, tant modernes qu'historiques. C'est le deuxième plus important événement du genre en Ontario.

Portes ouvertes Ottawa aura lieu le samedi 4 juin et le dimanche 5 juin. L'entrée sera gratuite. La liste complète des édifices inscrits en 2011 est disponible sur le www.ottawa.ca/portesouvertes.

Des guides imprimés sont également offerts dans tous les cafés Bridgehead.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

School board OKs big budget

By [Jamie Long](#), *Ottawa Sun*

FIRST POSTED: WEDNESDAY, JUNE 1, 2011 12:13:49 EDT AM

0Share

Related Stories

- [Board budget calls for 45 new jobs](#)

Topics

- [Schools and Education](#)

Ottawa's largest school board passed its largest-ever budget Tuesday night at a tab of \$780.9 million.

Ottawa-Carleton District School board staff allocated 75% of the money to instruction, 11% to school facilities and almost 5% to transportation, amongst other areas.

The board also ended up using \$6.6 million of its accumulated surplus to balance the budget, down slightly from the proposed \$6.9 in the draft budget.

The surplus will be used to reverse previously approved job cuts set for September 2011, fund the shortfall between transportation costs and provincial funding and fund one-year expenditures.

The budget passed more than a week before the board's own June 9 deadline.

It was also the last such budget for outgoing director of education Barrie Hammond.

"The approved budget is aligned with our strategic directions and will allow us to move forward in our work in the areas of student and staff well-being, community engagement, leadership and most importantly, learning," said Hammond, who leaves his post in late June.

The public school board serves nearly 73,000 full and part-time students at 115 elementary and 26 secondary schools.

Article rank | 1 Jun 2011 | Ottawa Citizen | by matthew pearson

Special education funding falls \$174M short

Ottawa boards among majority spending more than they receive

Ottawa's public and Catholic school boards are among the vast majority of boards spending millions more on special education than they receive in provincial funding, according to a report released today by People for Education.

Based on figures gleaned from a freedom of information request, the public-education advocacy group says 67 of the 72 publicly funded school boards in Ontario spent a total of \$174 million more on special education in 2009/2010 than the province provided.

Ottawa's Catholic board overspent by \$10.5 million, while the public board overspent by \$1.5 million.

Although boards provincewide have long said there's a problem with the special education funding model, People for Education executive director Annie Kidder said the extent of the problem surprised her.

"We had no idea it would be the vast majority of boards," she said.

"It's a vital thing to figure out," Kidder said, who added that the current funding model is based largely on enrolment — and not the actual costs of serving students with a diverse array of special needs.

The \$42.5 million the province gave Ottawa's Catholic board in 2009/2010 to fund special education wasn't enough to provide the services the board is required to by law, said Julian Hanlon, the director of education.

But failing students with special needs isn't an option, he said, so the necessary funds are allocated to cover the costs of such things as educational assistants and the developmental education program — which is geared to students who are wheelchairbound.

Hanlon added that the Children's Hospital of Eastern Ontario and other community services often attract families to Ottawa in which one or more children have special needs.

This means that school boards here may see a greater demand for special education services than boards in other parts of the province.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 1 Jun 2011 | Ottawa Citizen

Spending: More needed

Because the funding model is largely based on enrolment — which has been on the decline provincewide — school boards are getting less money for special education, even though fewer students doesn't necessarily mean fewer students with special needs, said Pam FitzGerald, a trustee for the public board.

"You lose money without necessarily reducing your caseload," she said.

The People for Education annual report does note provincial spending on special education has nearly doubled since 1998, while the number of students on waiting lists provincewide has dropped from 45,000 in 2000-2001 to 33,000 this year.

Education Minister Leona Dombrowsky said the province spends more than \$2.5 billion a year on special education and has increased funding to Ottawa's Catholic and public boards by 55 and 45 per cent, respectively.

"I would really be interested to appreciate what areas particularly they would say are not sufficiently funded," she said.

That a large number of boards across the province seem to share similar shortfalls just indicates the province has more work to do, Dombrowsky said.

The report also contained a surprising revelation about the growing gap between have and have-not schools and the effect on students. It found that schools with a lot of students who live below the low-income cutoff (an average of \$28,000 for a family of four) have, on average, double the number of students on special education waiting lists. These low-income students are less likely to be receiving appropriate classroom supports and are also less likely to have access to the arts, technology and physical education enrichment that schools that raise more money from parents can afford to provide.

Kidder said this inequity undermines the fundamental premise of public schools and urged the province to articulate a vision for education that clearly lays out the programs, resources and supports to which every student should have access.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.